



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale des collectivités locales  
Sous-direction des finances locales  
et de l'action économique  
Bureau du financement  
des transferts de compétences  
Bureau des concours financiers de l'Etat

Paris, le

31 JUIL. 2015

## NOTE D'INFORMATION

### **Instruction relative à la mise en œuvre de l'article L.3335-3 du code général des collectivités territoriales créant un fonds de solidarité en faveur des départements pour 2015**

**NOR : INTB1512744N**

Cette note a pour objet de préciser les modalités de répartition du fonds de solidarité en faveur des départements au titre de l'année 2015 en vertu de l'article L.3335-3 du code général des collectivités territoriales (CGCT) et de présenter les instructions relatives à la notification et au versement du fonds aux départements.

Elle est accompagnée des annexes précisant les montants des prélèvements et attributions par département et de modèles d'arrêtés qu'il vous appartient de notifier dans les meilleurs délais pour la mise en place effective des prélèvements et attributions à compter d'août et jusqu'à la fin de l'année.

*Le directeur général des collectivités locales à Mesdames et Messieurs les préfets de départements de métropole et d'outre-mer*

Le fonds de solidarité au profit des départements a été créé en loi de finances pour 2014 afin de réduire les inégalités relatives aux charges en matière d'allocations individuelles de solidarité (AIS) que sont l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), la prestation de compensation du handicap (PCH) et le revenu de solidarité active (RSA). Il est codifié à l'article L.3335-3 du CGCT et a été pérennisé en loi de finances pour 2015.

Les conditions d'application de cet article sont précisées dans le décret n° 2014-503 du 19 mai 2014 relatif aux dotations de l'Etat aux collectivités territoriales et à la péréquation des ressources fiscales et codifiées à l'article R.3335-4 du CGCT.



Ce fonds est alimenté par un prélèvement forfaitaire de 0,35% sur les bases des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) perçus par les départements en année n-1, soit en 2014 en pour la répartition 2015.

Les ressources du fonds sont réparties entre les départements éligibles à l'une ou l'autre des deux fractions du fonds, la première fraction du fonds représentant 30% des ressources et la seconde fraction 70%. Elles font l'objet de versements mensuels à compter de la date de notification du fonds.

## **I- Prélèvements permettant d'alimenter le fonds de solidarité**

Ce fonds est alimenté par un prélèvement égal à 0,35 % des bases des droits de mutation à titre onéreux perçus par les départements en 2014 en application des articles 682 et 683 du code général des impôts. Il s'agit des droits de mutation dits de droit commun sur lesquels les départements disposent d'un pouvoir de taux tel que prévu à l'article 1594 D du CGI.

Pour chaque département, la somme des prélèvements au titre du fonds DMTO et du fonds de solidarité ne peut excéder 12 % du produit des droits de mutation à titre onéreux perçu par le département l'année précédant celle de la répartition.

Soit :

**Prélèvement 2015**  $\text{dept A} = 0,35\% * \text{des bases de taxe de publicité foncière et des droits d'enregistrement prévues aux articles 682 et 683 du CGI en 2014}$

### **Départements éligibles au plafonnement :**

Si :

$\text{Prélèvement fonds de solidarité}_{2015 \text{ dept A}} + \text{Contribution fonds DMTO}_{2015 \text{ dept A}} \geq 0,12 * \text{DMTO}_{2014 \text{ dept A}}$

Alors :

$\text{Prélèvement fonds de solidarité}_{2015 \text{ dept A}} = 0,12 * \text{DMTO}_{2014 \text{ dept A}} - \text{Contribution fonds DMTO}_{2015 \text{ dept A}}$

Sinon :

$\text{Prélèvement fonds de solidarité}_{2015 \text{ dept A}} = 0,35 * \text{Bases DMTO}_{2014 \text{ dept A art. 682 et 683 CGI}}$

Avec :

- $\text{Prélèvement fonds de solidarité}_{2015 \text{ dept A}} = \text{le montant du prélèvement du département A au titre du fonds de solidarité des départements en 2015 ;}$
- $\text{Contribution fonds DMTO}_{2015 \text{ dept A}} = \text{le montant de la contribution notifiée au département A au titre du fonds national de péréquation des DMTO en 2015 ;}$
- $\text{Prélèvement fonds de solidarité}_{2015 \text{ dept A non plafonné}} = \text{le montant non plafonné du prélèvement du département A au titre du fonds de solidarité des départements en 2015 ;}$
- $\text{Bases DMTO}_{2014 \text{ dept A art. 682 et 683 CGI}} = \text{le montant des bases des DMTO perçus par le département A en 2014 au titre des articles 682 et 683 et du CGI.}$

L'application de ces règles conduit à alimenter le fonds à hauteur de 536 533 571 € en 2015.

En 2015, 17 départements bénéficient du plafonnement à 12% du produit de leurs DMTO.

## **II- Attributions au titre du fonds de solidarité**

### **1. Règles d'éligibilité au fonds de solidarité**

Les conditions d'éligibilité au fonds de solidarité sont précisées aux 2 et 3 du III de l'article L.3335-3 du CGCT.

#### ***a. Eligibilité au fonds***

Ne sont pas éligibles au fonds les départements dont le montant par habitant des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) perçu en 2014 est supérieur à 1,4 fois le montant par habitant de l'ensemble des départements.

En outre, les départements dont le montant par habitant des DMTO perçu en 2014 est compris entre 1,1 fois et 1,4 fois le montant par habitant de l'ensemble des départements, bénéficient d'une attribution diminuée de 50%.

**Eligibilité à 100% =  $dmto/hab < 1,1 * DMTO/HAB \text{ MOYEN}$**

**Eligibilité à 50% =  $1,1 * DMTO/HAB \text{ MOYEN} < dmto/hab < 1,4 * DMTO/HAB \text{ MOYEN}$**

Avec :

$dmto/hab$  = droits perçus en 2014 par le département<sup>1</sup> rapportés à la population DGF 2015 du département ;

$DMTO/HAB \text{ MOYEN}$  = droits perçus en 2014 par l'ensemble des départements rapportés à la population DGF 2015 de l'ensemble des départements.

#### ***b. Eligibilité à la 1ère fraction***

Pour bénéficier de la première fraction, les départements doivent remplir au moins un des deux critères ci-dessous :

- le potentiel fiscal corrigé<sup>2</sup> 2015 par habitant du département est inférieur au potentiel fiscal corrigé moyen par habitant<sup>3</sup> de l'ensemble des départements ;

<sup>1</sup>Conformément au 1° de l'article R.3335-4 du CGCT, il s'agit des droits perçus en prenant en compte le cas échéant les recettes comptabilisées au cours du délai complémentaire mentionné à l'article R.3311-3 du CGCT, nets des frais d'assiette, de non-valeurs et de recouvrement prévus aux a et b du V de l'article 1647 du code général des impôts ainsi que, le cas échéant, des contributions au profit du Fonds de compensation de la fiscalité transférée prévu à l'article L.1614-4 du CGCT.

<sup>2</sup> Potentiel fiscal défini au 4 du III de l'article L.3335-3 du CGCT : « le potentiel fiscal utilisé est majoré ou, le cas échéant, minoré d'une fraction de correction égale pour chaque département à la différence entre les deux termes suivants :

a) La somme du produit déterminé par l'application aux bases départementales de taxe foncière sur les propriétés bâties, de taxe foncière sur les propriétés non bâties et de taxe d'habitation du taux moyen national

- le revenu 2015 par habitant du département est inférieur à 1,2 fois le revenu moyen par habitant de l'ensemble des départements.

**Eligibilité à la 1<sup>ère</sup> fraction** =  $pf\text{ corrigé}/hab < PF\text{ CORRIGE}/HAB\text{ MOYEN}$

ou =  $R/hab < 1,2 * R/HAB\text{ MOYEN}$

Avec :

$pf\text{ corrigé}/hab$  = potentiel fiscal du département défini au 4 du III de l'article L.3335-3 du CGCT rapporté à la population DGF 2015 du département définie à l'article L.3334-2 du CGCT<sup>4</sup> ;

$PF\text{ CORRIGE}/HAB\text{ MOYEN}$  = somme des potentiels fiscaux corrigés de l'ensemble des départements rapportée à la population DGF 2015 de l'ensemble des départements ;

$R/hab$  = dernier revenu fiscal de référence connu pour le département<sup>5</sup>, soit le revenu fiscal 2015 rapporté à la population INSEE 2015 du département;

$R/HAB\text{ MOYEN}$  = somme des revenus des foyers fiscaux en 2015 de l'ensemble des départements rapportée à la population INSEE 2015 de l'ensemble des départements.

### c. *Eligibilité à la 2<sup>nde</sup> fraction*

La seconde fraction est susceptible de bénéficier à la première moitié des départements classés en fonction décroissante de leur reste à charge (RAC) en matière d'allocations individuelles de solidarité (AIS) par habitant. Elle bénéficie aux départements qui, parmi ces derniers, sont éligibles à la première fraction.

**Eligibilité à la 2<sup>nde</sup> fraction** =  $rac/hab > RAC/HAB\text{ MEDIAN}$

et = départements éligibles à la 1<sup>ère</sup> fraction

Avec :

$rac$  = conformément au 1 du III de l'article L.3335-3 du CGCT, solde entre :

*d'imposition de chacune de ces taxes au titre de l'année 2010 et du produit déterminé par l'application aux bases départementales de taxe professionnelle du taux moyen national d'imposition de cette taxe au titre de l'année 2009 ;*

*b) La somme du produit déterminé par l'application aux bases départementales de taxe foncière sur les propriétés bâties du taux moyen national de cette taxe au titre de l'année 2011, des produits perçus en 2011 par le département au titre de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises et des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux prévus à l'article 1586 du code général des impôts et des produits perçus en 2011 par le département au titre de l'imposition prévue aux 2° et 6° de l'article 1001 du même code et des montants positifs ou négatifs résultant de l'application des 1.2 et 2.2 de l'article 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 perçus ou supportés par le département en 2011, »*

<sup>3</sup> En application du 2° de l'article R.3335-4 du CGCT.

<sup>4</sup> En application du 2° de l'article R.3335-4 du CGCT.

<sup>5</sup> En application du 3° de l'article R.3335-4 du CGCT

- les montants des dépenses de RSA (article L.262-24 du code de l'action sociale et des familles-CASF), d'APA (article L.232-1 du CASF) et de PCH (article L.245-1 du CASF) supportées par chaque département en 2013 ;
  - et les montants du droit à compensation dû à chaque département au titre du RSA en 2015 (article 59 de la loi de finances pour 2004 et article 51 de la loi de finances pour 2009)<sup>6</sup>, de la dotation allouée à chaque département au titre du FMDI en 2014 (article L.3334-16-2 du CGCT)<sup>7</sup>, des dotations allouées à chaque département au titre des concours APA (articles L.14-10-5 et L.14-10-6 du CASF) et PCH (articles L.14-10-5 et L.14-10-7 du CASF) de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) en 2013 et du dispositif de compensation péréquée (DCP) alloué en 2015 (article 42 de la loi de finances pour 2014)<sup>8</sup>.
- Il s'agit donc d'un reste à charge 2013 net du DCP.

$\text{rac/hab} = \text{solde ci-dessus rapporté à la population DGF 2015 du département ;}$

$\text{RAC/HAB MEDIAN} = \text{médiane des soldes par habitant calculés ci-dessus pour l'ensemble des départements (en application du 4° de l'article R.3335-4 du CGCT).}$

## 2. Modalités de répartition du fonds

Les modalités de répartition du fonds de solidarité sont précisées au III de l'article L.3335-3 du CGCT.

### *a. Répartition de la 1ère fraction*

Le montant de la première fraction du fonds est égal à 30 % du montant total de l'enveloppe à répartir en 2015, soit 160 960 071 €.

Conformément au a) du 2 du III de l'article L.3335-3 du CGCT, la première fraction est répartie, parmi les départements éligibles, en fonction des restes à charge (RAC) respectifs des départements en matière d'AIS au titre de 2013 (net du DCP) par rapport au reste à charge moyen par habitant de l'ensemble des départements. Ce rapport est porté au carré.

Cette répartition initiale fait l'objet d'un abattement de 50% pour les départements dont le montant par habitant des DMTO perçu en 2014 est compris entre 1,1 fois et 1,4 fois le montant moyen par habitant des droits perçus par l'ensemble des départements (cf. a) du II supra).

<sup>6</sup> Le montant de la compensation résultant du transfert du revenu minimum d'insertion (RMI) et de la création du revenu minimum d'activité (RMA), fixé à l'article 59 de la LFI 2004, est conforme à l'arrêté de compensation du 17 août 2006. Le montant de la compensation du transfert de compétence résultant de la généralisation du RSA pris en compte dans la répartition 2015 du fonds de solidarité correspond au montant du droit à compensation dû en 2015 tel que fixé par l'article 51 de la LFI 2009 dans sa version modifiée par la loi de finances pour 2014, en vigueur à la date de la répartition des crédits du fonds de solidarité. Le droit à compensation du RSA socle majoré retenu est donc définitif pour les départements métropolitains (et conforme à l'arrêté de compensation du 21 janvier 2013) et pour les départements et collectivités d'outre-mer (ajustements définitifs réalisés en LFI 2014). Il équivaut au droit à compensation dû au titre de l'exercice 2012.

<sup>7</sup> Cf. instruction relative à la répartition et au versement du FMDI pour 2014 (NOR : INTB1426230N).

<sup>8</sup> Cf. instructions du 3 juin 2015 relative à la répartition du DCP (NOR : INT/B/15/11267/N).

Plus précisément, cette répartition s'opère comme suit :

$$\text{Répartition de la 1}^{\text{ère}} \text{ fraction} = \left\{ \frac{\text{rac/hab}}{\text{RAC/HAB MOYEN}}^2 \right\} \times \text{VP}$$

RAC/HAB MOYEN = somme des soldes calculés au c) du II-1 supra pour l'ensemble des départements, rapportée à la population DGF de l'ensemble des départements.

VP = valeur de points (valeur unique) = montant de la 1<sup>ère</sup> fraction rapporté à la somme des rapports au carré entre les rac/hab de chaque département et le RAC/HAB de l'ensemble des départements.

#### ***b. Répartition de la 2<sup>de</sup> fraction***

Le montant de la seconde fraction du fonds est égal à 70 % du montant total de l'enveloppe à répartir en 2015, soit 375 573 500 €.

Conformément au b) du 2 du III de l'article L.3335-3 du CGCT, la répartition de la seconde fraction s'effectue, parmi les départements éligibles, en fonction de la population et de l'écart relatif entre le RAC par habitant et le RAC médian par habitant de l'ensemble des départements.

Cette répartition initiale fait l'objet d'un abattement de 50% pour les départements dont le montant par habitant des DMTO perçu en 2014 est compris entre 1,1 fois et 1,4 fois le montant moyen par habitant des droits perçus par l'ensemble des départements (cf. a) du II-1 supra) :

$$\text{Répartition de la 2}^{\text{de}} \text{ fraction} = \text{population} \times \left\{ \frac{\text{rac/hab} - \text{RAC/HAB MEDIAN}}{\text{RAC/HAB MEDIAN}} \right\} \times \text{VP}$$

Avec :

Population = population DGF 2015 du département ;

rac/hab et RAC/HAB MEDIAN = modalités de calcul présentées au c) du II-1 supra ;

VP = valeur de points (valeur unique) = montant de la 2<sup>de</sup> fraction rapporté à la somme des écarts relatifs entre le rac/hab de chaque département et le RAC/HAB MEDIAN de l'ensemble des départements pondérés par la population de chaque département.

### **3. Calcul de la dotation pour la Métropole de Lyon**

En application de l'article L.3335-3 du CGCT, la métropole de Lyon bénéficie, pour 2015, d'une attribution au titre du fonds de solidarité en faveur des départements.

La Métropole de Lyon ne peut être éligible au FSD dans les conditions de droit commun qu'à compter de 2017 étant donné l'absence de données disponibles. Ainsi, en 2015 et 2016, les ressources du fonds sont réparties entre le département du Rhône et la Métropole de Lyon selon la même clef que celle utilisée pour la répartition de la dotation versée au titre du dispositif de compensation péréquée créé à l'article 42 de la loi de finances pour 2014, à savoir les dépenses respectives des deux collectivités en matière d'allocations individuelles de solidarité (revenu de solidarité active, allocation personnalisée d'autonomie et prestation de compensation du handicap). Les charges au titre du RSA, de l'APA et de la PCH au 31 décembre 2013, correspondent ainsi à 18,64440% pour le département du Rhône et à 81,35560% pour la Métropole de Lyon.

### **III- Instructions relatives à la notification des prélèvements et des versements au titre du fonds de solidarité.**

#### **Les modalités du prélèvement**

Le prélèvement de la contribution au titre du fonds de solidarité s'effectuera par douzièmes mensuels à compter de la date de notification (calcul effectué sur les douzièmes restants) et sera prélevé sur les avances de fiscalité prévues à l'article L.3332-1-1 du code général des collectivités territoriales.

Les prélèvements mensuels aux départements doivent intervenir le 20 de chaque mois (cf. circulaire NOR/MLTB0600079C du 21 novembre 2006). Le premier prélèvement devra donc être effectué le 20 août 2015.

Vos arrêtés viseront le compte n°4612000000 « Recouvrement et produits à verser à tiers – Impôts – Tiers bénéficiaires des impôts directs locaux ». Ces prélèvements sur les avances de fiscalité ne relèvent pas de l'interface Colbert/Chorus.

L'inscription du prélèvement au titre du fonds de solidarité en faveur des départements est à effectuer dans le budget du département au compte suivant au chapitre «73926 "Reversement au titre du fonds de péréquation des DMTO"».

#### **Les modalités de versement de l'attribution**

Conformément au 5° de l'article R.3335-4 du CGCT, *« les versements des attributions au titre du fonds sont effectués mensuellement à compter de la date de notification »*.

Les versements mensuels aux départements doivent intervenir le 20 de chaque mois (cf. circulaire NOR/MLTB0600079C du 21 novembre 2006) ; le premier versement devra donc être effectué le 20 août 2015.

Les opérations de versements sont saisies directement par les services comptabilité des DDFIP/DRFIP, dans le module PSCD de Chorus, à partir des arrêtés préfectoraux mentionnés ci-après. Aucune demande de paiement ou initiation de workflow n'a donc à être saisie ni générée par les plateformes Chorus au titre du fonds de solidarité des départements.

Le tableau récapitulatif des mandatements à effectuer mensuellement par département à compter du mois d'août figure en annexe.

Je vous informe en outre que ces calendriers de versement sont également diffusés par la DGFIP au réseau des DDFIP/DRFIP.

Votre attention est appelée sur la nécessité de mandater chaque mois ces crédits plusieurs jours avant la date susmentionnée (le 10 août au plus tard), pour permettre aux DDFIP/DRFIP de respecter l'échéance de versement.

L'inscription du reversement effectué au titre du fonds de solidarité est à effectuer dans le budget du département au compte suivant au chapitre 732 « Droits d'enregistrement et taxes d'urbanisme » : 7326 « Fonds de péréquation des droits de mutation à titre onéreux ».

#### **Notification des attributions et des contributions aux départements**

Il vous appartient de notifier par arrêté au président du conseil départemental l'échéancier des prélèvements et du versement des mensualités, à établir à partir de l'échéancier national joint, accompagné de la fiche individuelle de notification également jointe à cette instruction et le cas échéant des éléments d'explication sur les modalités de calcul.

A cette fin, sont annexés à la présente note deux modèles d'arrêté (l'un pour le prélèvement l'autre pour le versement des attributions), qu'il vous appartient de transmettre au directeur départemental ou régional des finances publiques. Je précise que les arrêtés valent pour l'ensemble des versements et prélèvements qui seront effectués sur l'année 2015.

Je vous rappelle enfin que, pour permettre l'application des dispositions de l'article R. 421-5 du code de justice administrative, les voies et délais de recours contre la décision d'attribution et de contribution doivent être expressément mentionnés lors de la notification aux collectivités. Cette mention est donc inscrite sur chaque fiche individuelle de notification.

Je vous invite néanmoins, afin de prévenir tout contentieux, à indiquer aux collectivités que, durant le délai de deux mois mentionné sur la fiche de notification, un recours gracieux peut être exercé auprès de vos services.

Mes services restent à votre disposition pour vous apporter tous les éléments d'information complémentaires qu'il vous paraîtra utile d'obtenir :

- sur le prélèvement (Chloé VERHILLE – [chloe.verhille@interieur.gouv.fr](mailto:chloe.verhille@interieur.gouv.fr))
- sur la répartition des attributions (Béatrice LEURENT - [beatrice.leurent@interieur.gouv.fr](mailto:beatrice.leurent@interieur.gouv.fr)).

*R. à v.*

Pour le ministre et par délégation  
le directeur général  
des collectivités locales

Serge MORVAN

PREFET

ARRETE N°

DIRECTION DES RELATIONS AVEC  
LES COLLECTIVITES LOCALES

LE PREFET DE

ARRETE FIXANT LE MONTANT DE LA CONTRIBUTION AU TITRE DU FONDS DE  
SOLIDARITE POUR LE DEPARTEMENT DE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.3335-3  
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (CREE PAR L'ARTICLE 78 DE  
LA LOI N° 2013-1278 DU 29 DECEMBRE 2013 DE FINANCES POUR 2014 ET PERENNISE  
PAR L'ARTICLE 116 DE LA LOI N° 2014-1654 DU 29 DECEMBRE 2014 DE FINANCES POUR  
2015)

- EXERCICE 2015 -  
Programme « 833 »  
Compte « 4612000000 »

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.3335-3 et  
R.3335-4.

VU l'arrêté préfectoral n° du , portant délégation de signature ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de procéder mensuellement aux prélèvements au titre du  
fonds de solidarité prévu à l'article L.3335-3 code général des collectivités territoriales ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de ;

ARRETE

Article 1<sup>er</sup> – Le montant à prélever pour l'exercice 2015 au département de au titre du fonds de  
solidarité prévu à l'article L. 3335-3 du code général des collectivités territoriales susvisé, est fixé à  
MONTANT EN TOUTE LETTRE EUROS (montant en chiffres €).

Article 2 – Le montant mentionné à l'article 1<sup>er</sup> est prélevé mensuellement à compter du mois d'août, à  
raison d'un sixième de ce montant, selon l'échéancier joint en annexe au présent arrêté.

Article 3 – Les mensualités sont imputées en compte d'avance n°4612000000 « Recouvrement et  
produits à verser à tiers – Impôts – Tiers bénéficiaires des impôts directs locaux » (non interfacé)  
ouvert en 2015 dans les écritures du Directeur départemental ou régional des finances publiques.

Article 4 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de et le Directeur départemental des finances  
publiques de sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LIEU, le  
Le Préfet,

**En application des dispositions de l'article R.421-5 du code de justice administrative, le présent  
arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le tribunal administratif, dans le délai  
de 2 mois à compter de sa notification, conformément à l'article R.421-1 du même code.**



PREFET

ARRETE N°

DIRECTION DES RELATIONS AVEC  
LES COLLECTIVITES LOCALES

LE PREFET DE

ARRETE FIXANT LE MONTANT DE L'ATTRIBUTION AU TITRE DU FONDS DE  
SOLIDARITE AFFECTE AU DEPARTEMENT DE EN APPLICATION DE L'ARTICLE  
L.3335-3 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (CREE PAR  
L'ARTICLE 78 DE LA LOI N° 2013-1278 DU 29 DECEMBRE 2013 DE FINANCES POUR 2014)

- EXERCICE 2015 -  
Compte PCE « 4651200000 »  
Code CDR « COL4101000 »  
Dotation non interfacée dans Colbert

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.3335-3 et  
R.3335-4.

VU l'arrêté préfectoral n° du , portant délégation de signature ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de procéder mensuellement au versement des attributions ;  
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de ;

ARRETE

Article 1<sup>er</sup> – Le montant à verser pour l'exercice 2015 au département de au titre du fonds de  
solidarité prévu à l'article L. 3335-3 du code général des collectivités territoriales susvisé, est fixé à  
MONTANT EN TOUTE LETTRE EUROS (montant en chiffres €).

Article 2 – Le montant mentionné à l'article 1<sup>er</sup> est versé mensuellement à compter du mois d'août, à  
raison d'un cinquième de ce montant, selon l'échéancier joint en annexe au présent arrêté.

Article 3– Les versements correspondants seront initiés par le service Comptabilité la direction  
départementale des Finances publiques de sur le compte PCE "4651200000" code CDR  
« COL4101000 » susmentionné.

Article 4 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de et le Directeur départemental des finances  
publiques de sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LIEU, le août 2015  
Le Préfet,

**En application des dispositions de l'article R.421-5 du code de justice administrative, le présent  
arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le tribunal administratif, dans le délai  
de 2 mois à compter de sa notification, conformément à l'article R.421-1 du même code.**



ECHEANCIER DES PRELEVEMENTS AU TITRE DU FONDS DE SOLIDARITE 2015

Code dpt	Nom département	Prélèvement pour 2015					
			Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
01	AIN	5 074 169 €	1 014 834 €	1 014 834 €	1 014 834 €	1 014 834 €	1 014 833 €
02	AINSE	2 308 200 €	461 640 €	461 640 €	461 640 €	461 640 €	461 640 €
03	ALLIER	1 613 035 €	322 607 €	322 607 €	322 607 €	322 607 €	322 607 €
04	ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	1 349 408 €	269 882 €	269 882 €	269 882 €	269 882 €	269 880 €
05	HAUTES-ALPES	1 442 722 €	288 544 €	288 544 €	288 544 €	288 544 €	288 546 €
06	ALPES-MARITIMES	20 672 142 €	4 134 428 €	4 134 428 €	4 134 428 €	4 134 428 €	4 134 430 €
07	ARDECHE	1 893 876 €	378 775 €	378 775 €	378 775 €	378 775 €	378 776 €
08	ARDENNES	1 086 088 €	217 218 €	217 218 €	217 218 €	217 218 €	217 216 €
09	ARIEGE	798 770 €	159 754 €	159 754 €	159 754 €	159 754 €	159 754 €
10	AUBE	1 567 413 €	313 483 €	313 483 €	313 483 €	313 483 €	313 481 €
11	AUDE	2 871 875 €	574 375 €	574 375 €	574 375 €	574 375 €	574 375 €
12	AVEYRON	1 307 767 €	261 557 €	261 557 €	261 557 €	261 557 €	261 559 €
13	BOUCHES-DU-RHONE	19 692 025 €	3 938 405 €	3 938 405 €	3 938 405 €	3 938 405 €	3 938 405 €
14	CALVADOS	5 706 031 €	1 141 206 €	1 141 206 €	1 141 206 €	1 141 206 €	1 141 207 €
15	CANTAL	641 314 €	128 263 €	128 263 €	128 263 €	128 263 €	128 262 €
16	CHARENTE	1 614 671 €	362 934 €	362 934 €	362 934 €	362 934 €	362 935 €
17	CHARENTE-MARITIME	6 768 897 €	1 353 779 €	1 353 779 €	1 353 779 €	1 353 779 €	1 353 781 €
18	CHER	1 654 761 €	330 950 €	330 950 €	330 950 €	330 950 €	330 951 €
19	CORREZE	1 164 399 €	232 880 €	232 880 €	232 880 €	232 880 €	232 879 €
20A	CORSE-DU-SUD	1 721 057 €	344 211 €	344 211 €	344 211 €	344 211 €	344 213 €
20B	HAUTE-CORSE	1 166 016 €	233 203 €	233 203 €	233 203 €	233 203 €	233 204 €
21	COTE-D'OR	4 066 117 €	813 223 €	813 223 €	813 223 €	813 223 €	813 225 €
22	COTES-D'ARMOR	3 881 469 €	778 294 €	778 294 €	778 294 €	778 294 €	778 293 €
23	CREUSE	418 894 €	83 739 €	83 739 €	83 739 €	83 739 €	83 738 €
24	DORDOGNE	2 532 220 €	506 444 €	506 444 €	506 444 €	506 444 €	506 444 €
25	DOUBS	3 475 173 €	695 035 €	695 035 €	695 035 €	695 035 €	695 033 €
26	DROME	3 664 538 €	732 908 €	732 908 €	732 908 €	732 908 €	732 906 €
27	EURE	3 696 494 €	739 299 €	739 299 €	739 299 €	739 299 €	739 298 €
28	EURE-ET-LOIR	2 763 938 €	552 787 €	552 787 €	552 787 €	552 787 €	552 788 €
29	FINISTERE	6 188 391 €	1 237 678 €	1 237 678 €	1 237 678 €	1 237 678 €	1 237 679 €
30	GARD	5 908 609 €	1 181 722 €	1 181 722 €	1 181 722 €	1 181 722 €	1 181 721 €
31	HAUTE-GARONNE	9 739 673 €	1 947 935 €	1 947 935 €	1 947 935 €	1 947 935 €	1 947 933 €
32	GERS	1 107 124 €	221 425 €	221 425 €	221 425 €	221 425 €	221 424 €
33	GIRONDE	14 193 782 €	2 838 758 €	2 838 758 €	2 838 758 €	2 838 758 €	2 838 760 €
34	HERAULT	11 261 054 €	2 250 211 €	2 250 211 €	2 250 211 €	2 250 211 €	2 250 210 €
35	ILLE-ET-VILAINE	8 026 222 €	1 605 244 €	1 605 244 €	1 605 244 €	1 605 244 €	1 605 246 €
36	INDRE	965 769 €	193 154 €	193 154 €	193 154 €	193 154 €	193 153 €
37	INDRE-ET-LOIRE	4 308 434 €	861 687 €	861 687 €	861 687 €	861 687 €	861 686 €
38	ISERE	10 484 651 €	2 096 930 €	2 096 930 €	2 096 930 €	2 096 930 €	2 096 931 €
39	JURA	1 416 522 €	283 104 €	283 104 €	283 104 €	283 104 €	283 106 €
40	LANDES	3 704 006 €	740 801 €	740 801 €	740 801 €	740 801 €	740 802 €
41	LOIR-ET-CHER	1 894 286 €	378 853 €	378 853 €	378 853 €	378 853 €	378 854 €
42	LOIRE	4 017 703 €	803 541 €	803 541 €	803 541 €	803 541 €	803 539 €
43	HAUTE-LOIRE	1 035 933 €	207 187 €	207 187 €	207 187 €	207 187 €	207 185 €
44	LOIRE-ATLANTIQUE	13 090 894 €	2 618 179 €	2 618 179 €	2 618 179 €	2 618 179 €	2 618 178 €
45	LOIRET	4 870 656 €	974 131 €	974 131 €	974 131 €	974 131 €	974 132 €
46	LOT	995 575 €	199 115 €	199 115 €	199 115 €	199 115 €	199 115 €
47	LOT-ET-GARONNE	1 877 800 €	375 560 €	375 560 €	375 560 €	375 560 €	375 560 €
48	LOZERE	300 321 €	60 064 €	60 064 €	60 064 €	60 064 €	60 065 €
49	MAINE-ET-LOIRE	4 851 001 €	970 200 €	970 200 €	970 200 €	970 200 €	970 201 €
50	MANCHE	2 819 801 €	563 960 €	563 960 €	563 960 €	563 960 €	563 961 €
51	MARNE	3 462 046 €	692 409 €	692 409 €	692 409 €	692 409 €	692 410 €
52	HAUTE-MARNE	628 645 €	125 729 €	125 729 €	125 729 €	125 729 €	125 729 €
53	MAYENNE	1 606 408 €	301 281 €	301 281 €	301 281 €	301 281 €	301 282 €
54	MEURTHE-ET-MOSELLE	4 674 090 €	934 818 €	934 818 €	934 818 €	934 818 €	934 818 €
55	MEUSE	664 387 €	132 873 €	132 873 €	132 873 €	132 873 €	132 875 €
56	MORBIHAN	6 271 205 €	1 254 241 €	1 254 241 €	1 254 241 €	1 254 241 €	1 254 241 €
57	MOSELLE	4 721 280 €	944 256 €	944 256 €	944 256 €	944 256 €	944 256 €
58	NIEVRE	1 068 477 €	211 695 €	211 695 €	211 695 €	211 695 €	211 697 €
59	NORD	17 379 337 €	3 475 867 €	3 475 867 €	3 475 867 €	3 475 867 €	3 475 869 €
60	OISE	5 942 712 €	1 188 542 €	1 188 542 €	1 188 542 €	1 188 542 €	1 188 544 €
61	ORNE	1 261 185 €	252 237 €	252 237 €	252 237 €	252 237 €	252 237 €
62	PAS-DE-CALAIS	7 485 513 €	1 493 103 €	1 493 103 €	1 493 103 €	1 493 103 €	1 493 101 €
63	PUY-DE-DOME	4 303 207 €	860 641 €	860 641 €	860 641 €	860 641 €	860 643 €
64	PYRENEES-ATLANTIQUES	3 982 491 €	796 498 €	796 498 €	796 498 €	796 498 €	796 499 €
65	HAUTES-PYRENEES	1 308 551 €	261 310 €	261 310 €	261 310 €	261 310 €	261 311 €
66	PYRENEES-ORIENTALES	3 693 457 €	738 691 €	738 691 €	738 691 €	738 691 €	738 693 €
67	BAS-RHIN	7 052 627 €	1 410 525 €	1 410 525 €	1 410 525 €	1 410 525 €	1 410 527 €
68	HAUT-RHIN	4 450 387 €	890 073 €	890 073 €	890 073 €	890 073 €	890 075 €
69D	RHONE	3 148 902 €	629 780 €	629 780 €	629 780 €	629 780 €	629 782 €
69M	METROPOLE DE LYON	8 640 177 €	1 728 035 €	1 728 035 €	1 728 035 €	1 728 035 €	1 728 037 €
70	HAUTE-SAONE	972 377 €	194 475 €	194 475 €	194 475 €	194 475 €	194 477 €
71	SAONE-ET-LOIRE	2 582 282 €	512 452 €	512 452 €	512 452 €	512 452 €	512 454 €
72	SARTHE	2 950 583 €	590 117 €	590 117 €	590 117 €	590 117 €	590 115 €
73	SAVOIE	3 414 894 €	682 979 €	682 979 €	682 979 €	682 979 €	682 978 €
74	HAUTE-SAVOIE	11 298 677 €	2 259 715 €	2 259 715 €	2 259 715 €	2 259 715 €	2 259 717 €
75	PARIS	53 640 467 €	10 728 093 €	10 728 093 €	10 728 093 €	10 728 093 €	10 728 095 €
76	SEINE-MARITIME	8 108 875 €	1 621 775 €	1 621 775 €	1 621 775 €	1 621 775 €	1 621 775 €
77	SEINE-ET-MARNE	12 689 911 €	2 537 982 €	2 537 982 €	2 537 982 €	2 537 982 €	2 537 983 €
78	YVELINES	16 260 653 €	3 252 131 €	3 252 131 €	3 252 131 €	3 252 131 €	3 252 129 €
79	DEUX-SEVRES	1 812 667 €	362 533 €	362 533 €	362 533 €	362 533 €	362 535 €
80	SOMME	3 038 643 €	607 709 €	607 709 €	607 709 €	607 709 €	607 707 €
81	TARN	2 197 862 €	439 572 €	439 572 €	439 572 €	439 572 €	439 574 €
82	TARN-ET-GARONNE	1 370 040 €	274 008 €	274 008 €	274 008 €	274 008 €	274 008 €
83	VAR	16 484 735 €	3 296 947 €	3 296 947 €	3 296 947 €	3 296 947 €	3 296 947 €
84	VAUCLUSE	5 046 166 €	1 009 239 €	1 009 239 €	1 009 239 €	1 009 239 €	1 009 240 €
85	VENDEE	5 631 677 €	1 126 335 €	1 126 335 €	1 126 335 €	1 126 335 €	1 126 337 €
86	VIENNE	2 259 664 €	451 933 €	451 933 €	451 933 €	451 933 €	451 932 €
87	HAUTE-VIENNE	1 929 920 €	385 984 €	385 984 €	385 984 €	385 984 €	385 984 €
88	VOSGES	1 584 738 €	316 948 €	316 948 €	316 948 €	316 948 €	316 946 €
89	YONNE	1 775 461 €	355 092 €	355 092 €	355 092 €	355 092 €	355 093 €
90	TERRITOIRE DE BELFORT	747 482 €	149 496 €	149 496 €	149 496 €	149 496 €	149 498 €
91	ESSONNE	8 534 279 €	1 706 856 €	1 706 856 €	1 706 856 €	1 706 856 €	1 706 855 €
92	HAUTS-DE-SEINE	27 863 350 €	5 572 670 €	5 572 670 €	5 572 670 €	5 572 670 €	5 572 670 €
93	SEINE-ST-DENIS	9 412 010 €	1 882 404 €	1 882 404 €	1 882 404 €	1 882 404 €	1 882 403 €
94	VAL-DE-MARNE	7 311 511 €	1 462 302 €	1 462 302 €	1 462 302 €	1 462 302 €	1 462 303 €
95	VAL-DOISE	10 634 019 €	2 126 804 €	2 126 804 €	2 126 804 €	2 126 804 €	2 126 803 €
971	GUADELOUPE	1 143 811 €	228 762 €	228 762 €	228 762 €	228 762 €	228 763 €
972	MARTINIQUE	1 031 198 €	206 240 €	206 240 €	206 240 €	206 240 €	206 238 €
973	GUYANE	803 263 €	100 653 €	100 653 €	100 653 €	100 653 €	100 651 €
974	REUNION	2 639 011 €	567 802 €	567 802 €	567 802 €	567 802 €	567 803 €
TOTAL		536 533 671 €	107 306 714 €	107 306 714 €	107 306 714 €	107 306 714 €	107 306 715 €



**ECHANCIER DES ATTRIBUTIONS AU TITRE DU FONDS DE SOLIDARITE 2015**

Code dpt	Nom département	Attribution pour 2015					
			Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
01	AIN	832 176 €	186 435 €	186 435 €	186 435 €	186 435 €	186 435 €
02	AINSE	11 376 963 €	2 275 393 €	2 275 393 €	2 275 393 €	2 275 393 €	2 275 393 €
03	ALLIER	8 263 178 €	1 650 636 €	1 650 636 €	1 650 636 €	1 650 636 €	1 650 636 €
04	ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	837 138 €	167 428 €	167 428 €	167 428 €	167 428 €	167 428 €
05	HAUTES-ALPES	898 208 €	139 642 €	139 642 €	139 642 €	139 642 €	139 642 €
06	ALPES-MARITIMES	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
07	ARDECHE	3 448 818 €	689 764 €	689 764 €	689 764 €	689 764 €	689 764 €
08	ARDENNES	7 269 683 €	1 451 913 €	1 451 913 €	1 451 913 €	1 451 913 €	1 451 913 €
09	ARIEGE	2 364 287 €	470 857 €	470 857 €	470 857 €	470 857 €	470 857 €
10	AUBE	5 105 030 €	1 021 006 €	1 021 006 €	1 021 006 €	1 021 006 €	1 021 006 €
11	AUDE	8 878 407 €	1 375 681 €	1 375 681 €	1 375 681 €	1 375 681 €	1 375 681 €
12	AVEYRON	7 606 039 €	1 521 208 €	1 521 208 €	1 521 208 €	1 521 208 €	1 521 208 €
13	BOUCHES-DU-RHONE	562 206 €	112 441 €	112 441 €	112 441 €	112 441 €	112 441 €
14	CALVADOS	1 311 791 €	262 358 €	262 358 €	262 358 €	262 358 €	262 358 €
15	CANTAL	1 179 877 €	235 975 €	235 975 €	235 975 €	235 975 €	235 975 €
16	CHARENTE	5 642 048 €	1 108 410 €	1 108 410 €	1 108 410 €	1 108 410 €	1 108 410 €
17	CHARENTE-MARITIME	1 116 608 €	223 102 €	223 102 €	223 102 €	223 102 €	223 102 €
18	CHER	5 210 559 €	1 042 112 €	1 042 112 €	1 042 112 €	1 042 112 €	1 042 112 €
19	CORREZE	4 008 584 €	801 713 €	801 713 €	801 713 €	801 713 €	801 713 €
20A	CORSE-DU-SUD	1 327 215 €	265 443 €	265 443 €	265 443 €	265 443 €	265 443 €
20B	HAUTE-CORSE	1 117 310 €	223 462 €	223 462 €	223 462 €	223 462 €	223 462 €
21	COTE-D'OR	1 185 764 €	237 151 €	237 151 €	237 151 €	237 151 €	237 151 €
22	COTES-D'ARMOR	1 552 109 €	310 422 €	310 422 €	310 422 €	310 422 €	310 422 €
23	CREUSE	1 354 335 €	270 867 €	270 867 €	270 867 €	270 867 €	270 867 €
24	DOROGNE	1 067 648 €	213 530 €	213 530 €	213 530 €	213 530 €	213 530 €
25	DOUBS	7 938 879 €	1 587 776 €	1 587 776 €	1 587 776 €	1 587 776 €	1 587 776 €
26	DROME	7 855 299 €	1 571 060 €	1 571 060 €	1 571 060 €	1 571 060 €	1 571 060 €
27	EURE	898 607 €	199 721 €	199 721 €	199 721 €	199 721 €	199 721 €
28	EURE-ET-LOIR	929 025 €	185 805 €	185 805 €	185 805 €	185 805 €	185 805 €
29	FINISTERE	2 071 999 €	414 399 €	414 399 €	414 399 €	414 399 €	414 399 €
30	GARD	9 072 763 €	1 814 551 €	1 814 551 €	1 814 551 €	1 814 551 €	1 814 551 €
31	HAUTE-GARONNE	5 345 333 €	1 069 267 €	1 069 267 €	1 069 267 €	1 069 267 €	1 069 267 €
32	HERAULT	5 673 484 €	1 134 697 €	1 134 697 €	1 134 697 €	1 134 697 €	1 134 697 €
33	GIRONDE	11 787 508 €	2 357 502 €	2 357 502 €	2 357 502 €	2 357 502 €	2 357 502 €
34	INDRE	15 412 550 €	3 082 510 €	3 082 510 €	3 082 510 €	3 082 510 €	3 082 510 €
35	INDRE-ET-LOIRE	1 428 281 €	285 858 €	285 858 €	285 858 €	285 858 €	285 858 €
36	INDRE	1 432 711 €	286 542 €	286 542 €	286 542 €	286 542 €	286 542 €
37	ISERE	1 050 391 €	210 078 €	210 078 €	210 078 €	210 078 €	210 078 €
38	JURA	10 780 413 €	2 156 083 €	2 156 083 €	2 156 083 €	2 156 083 €	2 156 083 €
39	LANDES	714 688 €	142 940 €	142 940 €	142 940 €	142 940 €	142 940 €
40	LOIRE-ET-CHER	1 516 677 €	303 335 €	303 335 €	303 335 €	303 335 €	303 335 €
41	LOIRE-ET-CHER	2 483 432 €	496 686 €	496 686 €	496 686 €	496 686 €	496 686 €
42	LOIRE	1 374 086 €	274 817 €	274 817 €	274 817 €	274 817 €	274 817 €
43	HAUTE-LOIRE	1 131 242 €	226 248 €	226 248 €	226 248 €	226 248 €	226 248 €
44	LOIRE-ATLANTIQUE	940 713 €	188 143 €	188 143 €	188 143 €	188 143 €	188 143 €
45	LOIRET	1 455 559 €	291 112 €	291 112 €	291 112 €	291 112 €	291 112 €
46	LOT	5 892 043 €	1 178 529 €	1 178 529 €	1 178 529 €	1 178 529 €	1 178 529 €
47	LOT-ET-GARONNE	6 291 278 €	1 258 256 €	1 258 256 €	1 258 256 €	1 258 256 €	1 258 256 €
48	LOZERE	606 409 €	101 282 €	101 282 €	101 282 €	101 282 €	101 282 €
49	MAINE-ET-LOIRE	1 032 995 €	206 599 €	206 599 €	206 599 €	206 599 €	206 599 €
50	MANCHE	1 145 939 €	229 188 €	229 188 €	229 188 €	229 188 €	229 188 €
51	MARNE	1 221 836 €	244 367 €	244 367 €	244 367 €	244 367 €	244 367 €
52	HAUTE-MARNE	1 192 382 €	238 476 €	238 476 €	238 476 €	238 476 €	238 476 €
53	MAYENNE	696 088 €	139 217 €	139 217 €	139 217 €	139 217 €	139 217 €
54	MEURTHE-ET-MOSELLE	18 452 939 €	3 290 588 €	3 290 588 €	3 290 588 €	3 290 588 €	3 290 588 €
55	MEUSE	1 138 090 €	227 618 €	227 618 €	227 618 €	227 618 €	227 618 €
56	MORBIAHAN	1 337 251 €	267 450 €	267 450 €	267 450 €	267 450 €	267 450 €
57	MOSELLE	4 311 180 €	862 236 €	862 236 €	862 236 €	862 236 €	862 236 €
58	NIEVRE	2 284 016 €	456 803 €	456 803 €	456 803 €	456 803 €	456 803 €
59	NORD	62 283 364 €	10 456 673 €	10 456 673 €	10 456 673 €	10 456 673 €	10 456 673 €
60	OISE	1 241 060 €	248 212 €	248 212 €	248 212 €	248 212 €	248 212 €
61	ORNE	3 451 517 €	690 303 €	690 303 €	690 303 €	690 303 €	690 303 €
62	PAS-DE-CALAIS	29 037 523 €	5 807 505 €	5 807 505 €	5 807 505 €	5 807 505 €	5 807 505 €
63	PUY-DE-DOME	3 983 193 €	796 639 €	796 639 €	796 639 €	796 639 €	796 639 €
64	PYRENEES-ATLANTIQUES	534 092 €	106 818 €	106 818 €	106 818 €	106 818 €	106 818 €
65	HAUTES-PYRENEES	5 848 819 €	1 169 764 €	1 169 764 €	1 169 764 €	1 169 764 €	1 169 764 €
66	PYRENEES-ORIENTALES	10 428 526 €	2 085 705 €	2 085 705 €	2 085 705 €	2 085 705 €	2 085 705 €
67	BAS-RHIN	9 514 895 €	1 902 973 €	1 902 973 €	1 902 973 €	1 902 973 €	1 902 973 €
68	HAUT-RHIN	6 679 734 €	1 335 947 €	1 335 947 €	1 335 947 €	1 335 947 €	1 335 947 €
69	RHONE	624 885 €	124 977 €	124 977 €	124 977 €	124 977 €	124 977 €
70	HAUTE-SAONE	2 726 710 €	545 342 €	545 342 €	545 342 €	545 342 €	545 342 €
71	SAONE-ET-LOIRE	700 990 €	140 198 €	140 198 €	140 198 €	140 198 €	140 198 €
72	SARTHE	4 865 385 €	933 077 €	933 077 €	933 077 €	933 077 €	933 077 €
73	SAVOIE	1 332 805 €	266 561 €	266 561 €	266 561 €	266 561 €	266 561 €
74	HAUTE-SAVOIE	478 004 €	95 601 €	95 601 €	95 601 €	95 601 €	95 601 €
75	PARIS	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
76	SEINE-MARITIME	16 640 857 €	3 308 191 €	3 308 191 €	3 308 191 €	3 308 191 €	3 308 191 €
77	SEINE-ET-MARNE	576 823 €	115 365 €	115 365 €	115 365 €	115 365 €	115 365 €
78	YVELINES	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
79	DEUX-SEVRES	1 440 141 €	289 628 €	289 628 €	289 628 €	289 628 €	289 628 €
80	SOMME	12 465 915 €	2 493 183 €	2 493 183 €	2 493 183 €	2 493 183 €	2 493 183 €
81	TARN	5 954 072 €	1 190 814 €	1 190 814 €	1 190 814 €	1 190 814 €	1 190 814 €
82	TARN-ET-GARONNE	5 431 407 €	1 086 281 €	1 086 281 €	1 086 281 €	1 086 281 €	1 086 281 €
83	VAR	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
84	VAUCLUSE	1 125 377 €	225 075 €	225 075 €	225 075 €	225 075 €	225 075 €
85	VENDEE	635 921 €	127 184 €	127 184 €	127 184 €	127 184 €	127 184 €
86	VIENNE	1 373 853 €	274 771 €	274 771 €	274 771 €	274 771 €	274 771 €
87	HAUTE-VIENNE	5 106 019 €	1 621 204 €	1 621 204 €	1 621 204 €	1 621 204 €	1 621 204 €
88	VOSGES	1 619 678 €	323 916 €	323 916 €	323 916 €	323 916 €	323 916 €
89	YONNE	2 165 605 €	437 101 €	437 101 €	437 101 €	437 101 €	437 101 €
90	TERRITOIRE DE BELFORT	3 854 415 €	730 883 €	730 883 €	730 883 €	730 883 €	730 883 €
91	ESSONNE	428 136 €	85 627 €	85 627 €	85 627 €	85 627 €	85 627 €
92	HAUTS-DE-SEINE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
93	SEINE-ST-DENIS	40 131 088 €	8 026 214 €	8 026 214 €	8 026 214 €	8 026 214 €	8 026 214 €
94	VAL-DE-MARNE	2 288 562 €	453 712 €	453 712 €	453 712 €	453 712 €	453 712 €
95	VAL-DOISE	1 083 421 €	336 684 €	336 684 €	336 684 €	336 684 €	336 684 €
971	GUADELOUPE	19 308 673 €	3 861 715 €	3 861 715 €	3 861 715 €	3 861 715 €	3 861 715 €
972	MARTINIQUE	16 330 678 €	3 066 136 €	3 066 136 €	3 066 136 €	3 066 136 €	3 066 136 €
973	GUYANE	1 453 684 €	290 737 €	290 737 €	290 737 €	290 737 €	290 737 €
974	REUNION	45 096 571 €	9 019 314 €	9 019 314 €	9 019 314 €	9 019 314 €	9 019 314 €
TOTAL		636 533 571 €	107 306 718 €	107 306 718 €	107 306 718 €	107 306 718 €	107 306 718 €



## Répartition du fonds de solidarité 2015

code	libellé	Contribution de solidarité 2015	Attribution au titre du fonds de solidarité 2015	Solde Fonds de solidarité 2015
01	AIN	5 074 169	932 175	-4 141 994
02	AINSE	2 308 200	11 376 963	9 068 763
03	ALLIER	1 613 035	8 253 179	6 640 144
04	ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	1 349 408	837 139	-512 269
05	HAUTES-ALPES	1 442 722	698 208	-744 514
06	ALPES-MARITIMES	20 672 142	0	-20 672 142
07	ARDECHE	1 893 876	3 448 818	1 554 942
08	ARDENNES	1 086 088	7 259 563	6 173 475
09	ARIEGE	798 770	2 354 287	1 555 517
10	AUBE	1 567 413	5 105 030	3 537 617
11	AUDE	2 871 875	6 878 407	4 006 532
12	AVEYRON	1 307 787	7 606 039	6 298 252
13	BOUCHES-DU-RHONE	19 692 025	562 206	-19 129 819
14	CALVADOS	5 706 031	1 311 791	-4 394 240
15	CANTAL	641 314	1 179 877	538 563
16	CHARENTE	1 814 671	5 542 048	3 727 377
17	CHARENTE-MARITIME	6 768 897	1 115 508	-5 653 389
18	CHER	1 654 751	5 210 559	3 555 808
19	CORREZE	1 164 399	4 008 564	2 844 165
20A	CORSE DU SUD	1 721 057	1 327 215	-393 842
20B	HAUTE-CORSE	1 166 016	1 117 310	-48 706
21	COTE-D'OR	4 066 117	1 185 754	-2 880 363
22	COTES-D'ARMOR	3 891 469	1 552 109	-2 339 360
23	CREUSE	418 694	1 354 335	935 641
24	DORDOGNE	2 532 220	1 067 648	-1 464 572
25	DOUBS	3 475 173	7 938 879	4 463 706
26	DROME	3 664 538	7 855 299	4 190 761
27	EURE	3 696 494	998 607	-2 697 887
28	EURE-ET-LOIR	2 763 936	929 025	-1 834 911
29	FINISTERE	6 188 391	2 071 996	-4 116 395
30	GARD	5 908 609	9 072 753	3 164 144
31	HAUTE-GARONNE	9 739 673	5 346 333	-4 393 340
32	GERES	1 107 124	5 673 484	4 566 360
33	GIRONDE	14 193 792	11 787 508	-2 406 284
34	HERAULT	11 251 054	15 412 550	4 161 496
35	ILLE-ET-VILAINE	8 026 222	1 429 291	-6 596 931
36	INDRE	965 769	1 432 711	466 942
37	INDRE-ET-LOIRE	4 308 434	1 050 391	-3 258 043
38	ISERE	10 484 651	10 780 413	295 762
39	JURA	1 415 522	714 698	-700 824
40	LANDES	3 704 006	1 516 677	-2 187 329
41	LOIR-ET-CHER	1 894 266	2 483 432	589 166
42	LOIRE	4 017 703	1 374 086	-2 643 617
43	HAUTE-LOIRE	1 035 933	1 131 242	95 309
44	LOIRE-ATLANTIQUE	13 090 894	940 713	-12 150 181
45	LOIRET	4 870 656	1 455 559	-3 415 097
46	LOT	995 575	5 892 643	4 897 068
47	LOT-ET-GARONNE	1 877 800	6 291 278	4 413 478
48	LOZERE	300 321	506 409	206 088
49	MAINE-ET-LOIRE	4 851 001	1 032 995	-3 818 006
50	MANCHE	2 819 801	1 145 939	-1 673 862
51	MARNE	3 462 046	1 221 836	-2 240 210
52	HAUTE-MARNE	628 645	1 192 382	563 737
53	MAYENNE	1 506 406	696 086	-810 320
54	MEURTHE-ET-MOSELLE	4 674 090	16 452 939	11 778 849
55	MEUSE	664 367	1 138 090	473 723
56	MORBIHAN	6 271 205	1 337 251	-4 933 954
57	MOSELLE	4 721 280	4 311 180	-410 100
58	NIEVRE	1 058 477	2 284 016	1 225 539
59	NORD	17 379 337	52 283 364	34 904 027
60	OISE	5 942 712	1 241 060	-4 701 652
61	ORNE	1 261 185	3 451 517	2 190 332
62	PAS-DE-CALAIS	7 465 513	29 037 523	21 572 010
63	PUY-DE-DOME	4 303 207	3 983 193	-320 014
64	PYRENEES-ATLANTIQUES	3 982 491	534 092	-3 448 399
65	HAUTES-PYRENEES	1 306 551	5 848 819	4 542 268
66	PYRENEES-ORIENTALES	3 693 457	10 428 526	6 735 069
67	BAS-RHIN	7 052 627	9 514 865	2 462 238
68	Haut-Rhin	4 450 367	6 679 734	2 229 367
69	RHONE	3 148 902	624 885	-2 524 017
	Métropole Lyon	8 640 177	2 726 710	-5 913 467
70	HAUTE-SAONE	972 377	700 990	-271 387
71	SAONE-ET-LOIRE	2 562 262	4 665 385	2 103 123
72	SARTHE	2 950 583	1 332 805	-1 617 778
73	SAVOIE	3 414 894	478 004	-2 936 890
74	HAUTE-SAVOIE	11 298 577	0	-11 298 577
75	PARIS	53 640 467	0	-53 640 467
76	SEINE-MARITIME	8 108 875	16 540 957	8 432 082
77	SEINE-ET-MARNE	12 689 911	576 823	-12 113 088
78	YVELINES	16 260 653	0	-16 260 653
79	DEUX-SEVRES	1 812 667	1 448 141	-364 526
80	SOMME	3 038 543	12 465 915	9 427 372
81	TARN	2 197 862	5 954 072	3 756 210
82	TARN-ET-GARONNE	1 370 040	5 431 407	4 061 367
83	VAR	16 484 735	0	-16 484 735
84	VAUCLUSE	5 046 196	1 125 377	-3 920 819
85	VENDEE	5 631 677	635 921	-4 995 756
86	VIENNE	2 259 664	1 373 853	-885 811
87	HAUTE-VIENNE	1 929 920	8 106 019	6 176 099
88	VOSGES	1 584 738	1 619 578	34 840
89	YONNE	1 775 461	2 185 505	410 044
90	TERRITOIRE-DE-BELFORT	747 482	3 654 415	2 906 933
91	ESSONNE	8 534 279	428 136	-8 106 143
92	HAUTS-DE-SEINE	27 863 350	0	-27 863 350
93	SEINE-SAINT-DENIS	9 412 019	40 131 068	30 719 049
94	VAL-DE-MARNE	7 311 511	2 268 562	-5 042 949
95	VAL-D OISE	10 634 019	1 683 421	-8 950 598
971	GUADELOUPE	1 143 811	19 308 573	18 164 762
972	MARTINIQUE	1 031 198	15 330 678	14 299 480
973	GUYANE	503 263	1 453 684	950 421
974	REUNION	2 839 011	45 096 571	42 257 560

